

Turquie-diplomatie : La clôture de la conférence des ambassadeurs à Mardin dévoile des aspects inattendus de la nouvelle diplomatie turque.

lundi 18 janvier 2010, par [Jean Marcou](#), [Louis-Marie Bureau](#)

Depuis deux ans, comme cela se fait désormais dans de nombreux pays, le gouvernement turc rassemble annuellement ses ambassadeurs au cours d'une conférence, qui est l'occasion de donner à ces responsables diplomatiques une vision d'ensemble des développements en cours de la politique étrangère de leur pays. La deuxième édition de cet événement a eu lieu, du 4 au 8 janvier 2010, à Ankara, et a été l'occasion d'accueillir une série de personnalités représentatives des enjeux internationaux actuels pour la Turquie (du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, au nouveau ministre allemand des affaires étrangères, Guido Westerwelle...). Mais cette conférence des ambassadeurs turcs aura surtout été marquée par la tenue d'une conférence d'évaluation finale, les 9 et 10 janvier 2010, dans la ville de Mardin (sud-est de la Turquie). Au-delà du contenu de cette session de clôture, qui a fait le bilan de la politique étrangère turque pour 2009 en annonçant des initiatives originales, le lieu choisi pour son organisation est révélateur des mutations qui sont en train de transformer la Turquie contemporaine.

Au cours de la conférence de Mardin, le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, a surtout insisté sur l'importance de sa politique de voisinage, qui s'emploie actuellement à établir une coopération durable avec les pays frontaliers de la Turquie. Mais, surtout, dans le sillage du premier ministre qui, lors de la conférence à Ankara, avait demandé aux ambassadeurs d'expliquer le processus d'ouverture démocratique kurde dans les pays où ils sont en fonction, le ministre des affaires étrangères a insisté sur la complémentarité des réformes internes en cours dans le pays, avec les nouvelles orientations de la diplomatie turque. À cet égard, il a expliqué qu'il était en contact étroit avec le ministre de l'Intérieur, Beşir Atalay, (qui est en charge, entre autres, de l'initiative kurde du gouvernement), avant d'annoncer le lancement d'une sorte de coopération transfrontalière entre le ministère de l'Intérieur et le ministère des affaires étrangères : « Nous envisageons de nommer des diplomates dans les pays voisins pour qu'ils travaillent avec les gouvernorats de nos provinces frontalières. Ainsi, si un diplomate est nommé à Alep, il travaillera d'abord dans la province du Hatay pendant 15 jours. Tandis qu'un vice-gouverneur nommé dans une province frontalière travaillera d'abord dans l'un de nos consulats dans le pays frontalier correspondant, avant de prendre ses fonctions. De cette façon, nous pensons parvenir à éliminer les obstacles existant entre notre politique intérieure et notre politique étrangère... »

On comprend dès lors que le choix de Mardin, pour une telle conférence, n'était pas anodin. Amener la fine fleur de la haute administration turque dans les rues de cette cité, dont l'architecture et la configuration sont plus arabes qu'à proprement parler turques, eut été une véritable gageure, il n'y a pas si longtemps. Mardin est une ville cosmopolite où Turcs, Kurdes et Arabes cohabitent. Elle a longtemps abrité également une importante communauté chrétienne syriaque et araméenne. Observant le déclin de celle-ci, Ahmet Davutoğlu l'a regretté, en estimant notamment qu'il y avait là une richesse culturelle qui devait être sauvegardée et restaurée. Plus généralement le ministre des affaires étrangères a reconnu que, du fait de leurs obligations, les diplomates turcs n'avaient pas assez l'occasion de se rendre en Anatolie, avant de promettre : « À compter d'aujourd'hui, nous allons prêter plus attention à notre peuple et écouter les perceptions qu'il peut avoir de la politique étrangère. »

Cette conférence de Mardin est donc intéressante à plusieurs points de vue. En premier lieu, les propos du chef de la diplomatie turque illustrent bien la volonté du gouvernement actuel de continuer à casser le clivage qui existait, dans la société kémaliste traditionnelle, entre les élites bureaucratiques et le peuple, sensé être peu concerné par les décisions majeures de politique intérieure et encore moins par la politique étrangère du pays. À Mardin, après leur conférence d'évaluation, les diplomates turcs sont littéralement allés à la rencontre du peuple, déambulant dans les rues du vieux bazar qui descend en étages sur le flanc sud de la ville, se mêlant à la population des cafés traditionnels pour prendre le thé, et entamant même avec les clients de ceux-ci des conversations animées ou des parties de carte. En second lieu, la tenue d'une conférence d'évaluation des ambassadeurs dans le sud-est du pays, et le souci affiché par la diplomatie turque de pouvoir s'appuyer à l'avenir sur une légitimité populaire, ont fait écho aux déclarations du premier ministre évoquant un soutien de la population turque aux nouvelles orientations de sa politique étrangère, en particulier aux positions adoptées récemment à l'égard d'Israël. À Mardin, pour évoquer cette nouvelle approche, réintégrant la politique étrangère dans la politique conduite par un gouvernement civil, alors qu'elle a été longtemps l'apanage de l'establishment politico-militaire, Ahmet Davutoğlu a mobilisé un nouveau concept, celui de « diplomatie publique ». On remarquera d'ailleurs que le ministre n'a pas hésité lui aussi à se promener dans les rues de la ville, s'affichant volontiers avec des religieux chrétiens (photo). Enfin, cet épisode inattendu, qui a clos, à Mardin, la conférence des ambassadeurs rappelle aussi l'attention particulière qu'a portée le parti au pouvoir à l'Anatolie et au sud-est, des zones où résident à bien des égards ses meilleurs soutiens électoraux acquis ou potentiels. On se souvient, à cet égard, des voyages, remarquables et répétés, du premier ministre et du président de la République dans ces régions au cours des deux dernières années. Le 14 novembre dernier, au lendemain, de la présentation du projet d'ouverture kurde devant le Parlement, Recep Tayyip Erdoğan s'était précipité à Malatya où il avait déclaré : « Je suis venue 9 fois à Malatya, au cours des 7 dernières années, eux (sous-entendu, les leaders des partis d'opposition), ils n'osent pas aller à l'est de Sivas. » Après la conférence de Mardin, on l'aura compris, même les ambassadeurs turcs n'hésitent pas à se rendre à l'est de Sivas...

Louis-Marie Bureau et Jean Marcou

[Article original de l'Ovipot](#)

Sources

Source : Ovipot, le 16.01.10